

**COMMISSION PARITAIRE DES ENTREPRISES
D'ASSURANCES (CP 306)**

**CCT du 6 décembre 2021 relative à
la prime Corona 2021**

Préambule : cette convention est conclue en exécution de l'accord sectoriel 2021-2022 convenu dans le secteur de l'assurance et détermine les conditions applicables à l'octroi de la prime corona 2021.

1. Champ d'application

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Commission paritaire des entreprises d'assurances.

2. Forme de la prime

Article 2

Cette convention collective de travail prévoit l'octroi d'une prime corona telle que prévue à l'article 19quinquies, § 4, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, octroyée à partir du 1er août 2021 comme modifié par l'arrêté royal du 21 juillet 2021. (Moniteur belge 29 juillet 2021).

3. Montant et conditions d'octroi

Article 3

La prime non récurrente convenue dans l'accord sectoriel 2021-2022 s'élève à un montant de 450 euros net.

Ce montant est à proratiser pour les travailleurs qui ont des prestations incomplètes au cours des douze mois de l'année de prestation 2021 (temps partiel, crédit-temps, engagement en cours d'année...).

Cela signifie que le montant de la prime est réduit proportionnellement, conformément aux règles applicables dans l'entreprise (en matière de prime de fin d'année ou à défaut, d'autres règles fixées en entreprise).

La condition de présence pour l'attribution de la prime est également la même que celle prévue en entreprise (en matière de prime de fin d'année ou à défaut, d'autres règles fixées en entreprise).

4. Forme, support et émission des chèques consommation

Article 4

Les chèques consommation sont attribués en exécution de la présente CCT sous une forme électronique, sous réserve de dispositions contraires au niveau de l'entreprise (CCT ou convention individuelle).

L'éditeur agréé des chèques correspond à celui choisi par l'employeur.

La valeur nominale de chaque chèque consommation est de 10 EUR.

Les travailleurs disposeront gratuitement d'un support (une carte). En cas de perte ou de vol de la carte, le travailleur supportera le coût de son remplacement (5 euros), sous réserve d'autres dispositions en entreprise (CCT ou convention individuelle).

Article 5

Les chèques seront à émettre au plus tard le 31 décembre 2021, sauf problème technique.

5. Validité des chèques consommation

Article 6

Les chèques consommation sont valables jusqu'à la date fixée par le gouvernement, c'est-à-dire le 31.12.2022 auprès des magasins et établissements énumérés limitativement à l'article 19 quinquies de l'Arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs (sous réserve de modifications de la réglementation).

Article 7

Ces chèques consommation ne viennent pas en remplacement ou en conversion de la rémunération, de primes, d'avantages en nature ou d'un quelconque autre avantage ou complément à tout ce qui précède, soumise ou non à sécurité sociale.

6. Validité de la CCT

Article 8

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} décembre 2021 et cesse de produire ses effets le 31 mars 2022.

Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective de travail, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.